

ANNEE UNIVERSITAIRE 2007-2008

DISCIPLINE : UE 115 – ECONOMIE

Sujet 0- Corrigé

Durée de l'épreuve : 4 heures

Le sujet comporte : 2 pages

⇒ L'usage de la calculatrice est interdit.

⇒ Aucun document n'est autorisé.

QUESTIONS DE CONNAISSANCE (4 points)

- 1) Quels ont été les conséquences du premier choc pétrolier sur la croissance des pays occidentaux ? (2 points)

Le premier choc a surpris les pays occidentaux, habitués à produire et consommer à partir d'un bas prix pour les matières premières. Ce premier choc pétrolier s'est traduit par un triplement du prix du baril de pétrole, entraînant dans son sillage une augmentation des autres prix des matières premières. La conséquence a été d'abord une croissance ralentie, durablement. Et consécutivement une montée du chômage. Ensuite, les économies occidentales ont dû faire face à une forme importée d'inflation. Enfin, la plupart des pays occidentaux ont dû faire face à des problèmes de balance commerciale. Pour compenser ce manque à gagner ils se sont alors lancés dans une stratégie de reconquête des marchés extérieurs en accélérant la mondialisation.

- 2) Comment les keynésiens justifient-ils la relance par la demande ? (2 points)

L'idée de base est que lorsque la croissance est languissante, il y a des facteurs de production (aussi bien le travail que le capital) qui sont sous-employés. En relançant la demande, via les dépenses de l'Etat, ou via des baisses d'impôt, l'activité peut repartir. On suppose que le creusement du déficit budgétaire sera compensé ultérieurement par de nouvelles rentrées fiscales générées par le surplus d'activité. L'efficacité de cette politique dépend en premier lieu de la disponibilité des facteurs de production sous-utilisés, et deuxième de la propension marginale à consommer des ménages. Si par exemple on abaisse les impôts uniquement pour les ménages aisés, on ne relancera pas la demande.

QUESTIONS SUR UN TEXTE (8 points)

Répondez aux questions relatives au texte : « A quoi sert l'argent public ? » en vous servant des deux graphiques qui l'accompagnent.

- 1) Qu'est-ce qu'un bien collectif ? (0,5 point)

Un bien collectif est un bien dont l'utilité est difficilement personnalisée. C'est généralement un bien qui produit des effets externes négatifs. C'est le cas des infrastructures routières, mais c'est aussi le cas de l'éducation, puisqu'on sait que l'accroissement du niveau d'éducation a des retombées positives sur la productivité globale des facteurs.

2) Quels sont les domaines où l'Etat pourrait réaliser des économies ? (0,5 point)

Chaque présentation du budget par le gouvernement montre que les marges de manœuvre sont relativement faibles. Néanmoins, il y a un certain nombre de possibilités. D'abord, en ce qui concerne les dépenses consacrées à la défense, elles peuvent baisser encore dans un contexte de fin de guerre froide et de mutualisation des risques via l'Union européenne et l'OTAN. Ensuite, on remarque qu'une grande partie des charges provient du remboursement de la dette publique, intérêt et principal. Une politique de rééquilibrage des comptes de la nation, pourra à terme alléger les dépenses de l'Etat.

3) Les dépenses de l'Etat sont elles incompatibles avec la croissance ? (0,5 point)

Depuis la fin du XVIIIème siècle, les auteurs libéraux mettent en garde contre un excès de dépenses publiques. Pourtant, la croissance de l'Etat a toujours accompagné la croissance économique. En outre, on constate que ce ne sont pas les pays où la part de l'Etat dans le PIB est la plus élevée qui ont le niveau de vie et la croissance la plus faible. La raison en est que les dépenses de l'Etat ont des effets positifs sur la productivité globale des facteurs, cependant un des problèmes pour le financement de l'Etat est que la production des services collectifs se fait à coût croissant.

4) Les recettes de l'Etat vous paraissent elles équilibrées ? (0,5 point)

Les recettes de l'Etat n'apparaissent pas équilibrées, notamment parce que les taxes indirectes (TVA et TIPP) sont relativement plus importantes pour les ménages qui n'épargnent pas que pour les ménages qui épargnent. En quelque sorte, c'est comme si on avait corrigé les effets de la progressivité de l'impôt sur le revenu. Ajoutons aussi que cette taxe sur la consommation, non seulement freine la demande, mais en outre déséquilibre la structure des prix.

5) Pourquoi une baisse des dépenses de l'Etat aggraverait les inégalités ? (2 points)

Une large partie des dépenses de l'Etat est consacrée à améliorer l'égalité des chances, par exemple en permettant à tout un chacun d'accéder à l'éducation. Une partie des dépenses de l'Etat est faite de transferts destinés à compenser les inégalités face au marché. Ce sont par exemple des allocations pour les étudiants, des allocations logement ou encore des RMI.

6) Comment peut-on réaliser des gains de productivité dans la gestion des dépenses publiques ? (2 points)

Il est bien entendu difficile de considérer les dépenses publiques du point de vue de leur productivité. La raison en est que la plupart de celles-ci n'ont une efficacité que sur le moyen et le long terme. Par exemple, les investissements éducatifs non seulement sont difficilement analysables en terme de productivité individuelle, mais en outre, ils ne peuvent avoir d'efficacité que dans la succession des générations. Il en est de même pour les infrastructures routières ou les investissements dans la santé. Néanmoins, il est possible de réaliser des gains de productivité : d'une part en regroupant les dépenses qui sont dispersées dans de nombreux ministères ou administrations, ce qui leur donnerait plus d'impact et éviterait les gaspillages. Et d'autre part en éliminant les formes obsolètes de dépenses publiques. Par exemple, on peut considérer que les dépenses militaires liées à la guerre froide n'ont plus lieu d'être. Ou encore il n'est pas certain qu'un ministère des anciens combattants soit également aujourd'hui nécessaire. Une manière d'améliorer la productivité des dépenses publiques a consisté à externaliser un certain nombre de charges liées

aux collectivités publiques. Mais ce mouvement semble aujourd'hui terminé. Par contre, il va de soi que si la dette publique de l'Etat diminuait, la charge de la dette diminuerait aussi et l'argent public serait utilisé de manière plus efficace.

7) Pourquoi dit-on que la baisse des dépenses de l'Etat est illusoire ? (2 points)

Oui, car les baisses de dépenses de l'Etat entament son efficacité. Le seul pays développé qui ait véritablement baissé les dépenses étatiques est la Grande-Bretagne dans les années quatre-vingts. Mais au bout de quelques années de cette politique, il a fallu revenir sur un certain nombre de décisions, principalement dans deux domaines : celui de l'éducation et celui des dépenses d'infrastructures. Ce qui veut dire que les dépenses que les Britanniques ont évité de faire pendant les années de Margaret Thatcher, ils les ont seulement reportées dans le temps. Parce que l'Etat produit des biens collectifs dont l'utilité ne se révèle que dans le très long terme, il est difficile de confier l'ensemble de ces tâches à la seule gestion du marché. D'une manière plus précise, on peut dire que le poids de l'Etat devient d'autant plus important dans l'économie que justement celle-ci devient de plus en plus sophistiquée. Dans le contexte de mondialisation échevelé que nous connaissons, les crises financière violentes qui se succèdent depuis le début des années quatre-vingts demandent que l'Etat intervienne d'une manière plus rigoureuse. Et cela demande de nouveaux moyens.

Les réponses aux trois dernières questions doivent être développées.

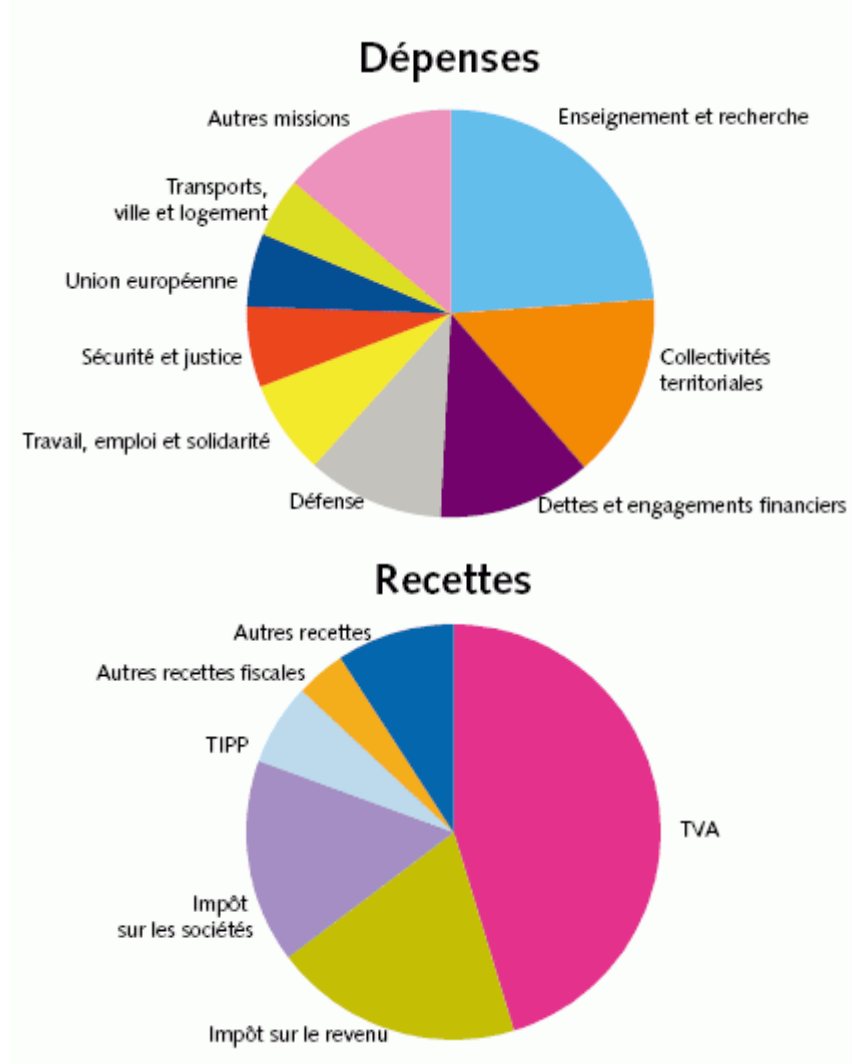
TEXTE

A quoi sert l'argent public ?

C'est devenu un des arguments fétiches des partisans d'un libéralisme pur et dur : selon eux, nous travaillons six mois par an « pour l'Etat », puisque les prélèvements obligatoires (impôts, taxes et autres cotisations sociales) représentent en France près de 50% du produit intérieur brut (PIB). L'affirmation n'a pas de sens : l'Etat et les collectivités territoriales, en contrepartie des prélèvements qu'ils nous imposent, délivrent des services dont chacun bénéficie ; sécurité, éducation, entretien des routes, etc. Quant à la protection sociale obligatoire, elle prend en charge les soins de santé, les pensions de retraite, les allocations familiales ou les allocations chômage.

Il est légitime de vouloir disposer librement d'une large part de son revenu et il est donc nécessaire de décider démocratiquement quels biens et quels services doivent être financés collectivement et mis à la disposition de tous, indépendamment de son revenu, au lieu d'être laissés au marché et donc accessibles en fonction des moyens de chacun ; il faut aussi débattre du meilleur moyen de produire des services. Mais ne nous leurrions pas : toute forte réduction du poids des prélèvements obligatoires aurait mécaniquement pour effet d'accroître les inégalités, comme l'illustre l'exemple américain.

Philippe Frémeaux, *Alternatives économiques*, H.S., 4^{ème} trimestre 2007.



DISSERTATION (8 points)

Sujet : Comment ont évoluées les inégalités de revenus depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale ?

Les inégalités de revenus

Introduction

Sur la longue période, dans les sociétés développées, les inégalités de revenus ont tendance à diminuer. Pour des économistes comme Léon Walras ou Stanley Jevons, la lutte contre les inégalités de revenu devait être une finalité des mouvements de l'économie. C'est le résultat aussi bien la contrepartie de la croissance, que d'une implication de plus en plus large de l'Etat dans la correction des tendances inégalitaires de la société de marché. L'analyse des inégalités est sous-tendue par des analyses théoriques. Les libéraux ont dénoncé l'égalitarisme aussi bien comme un frein à la croissance et à l'amélioration générale du bien-être, que comme une injustice, la redistribution des richesses par l'Etat spoliant les producteurs de leur dû. Mais globalement, avec le temps, et même si par les temps qui courent il y a un retour aux vieilles idées libérales, les économistes ont de plus en plus intégré cette nécessité de lutter contre les inégalités.

1 Tendence à l'égalité

Cette tendance à l'égalité engendre des comportements nouveaux. Par exemple, d'un côté on considère que la rémunération des salariés doit se faire au mérite, mais de l'autre, on

considère aussi que le salaire ne peut décemment descendre en dessous d'un minimum. On a vu récemment des mouvements sociaux assez vigoureux chaque fois qu'il s'est agi de faire baisser le SMIC pour les jeunes dans des plans obscurs de lutte pour l'emploi. Beaucoup d'idées fausses circulent en ce qui concerne les inégalités, c'est probablement la preuve que les populations des pays occidentaux restent très sensibles à ce thème. Très souvent on entend dire que le nombre des ménages pauvres augmente, ou encore que les inégalités de revenus sont en augmentation. Nous présentons dans les graphiques 2 et 3 deux mesures de l'inégalité. La première mesure l'évolution du rapport entre le salaire moyen et le SMIC qui signifie Salaire minimum interprofessionnel de croissance (antérieurement SMIG, c'est-à-dire Salaire minimum interprofessionnel garanti). Lorsque ce rapport augmente, les inégalités s'accroissent, et à l'inverse, lorsqu'il diminue, il signifie une compression des inégalités. Cela signifie que l'arme du SMIC ou du SMIG a été utilisée par les gouvernements successifs pour résorber les inégalités. La différence entre les deux est que le niveau du SMIG était à la discrétion du gouvernement, tandis que depuis 1968, il est basé sur l'évolution de la croissance, ce qui veut dire que sans volonté étatique d'accroître le niveau du SMIC, celui-ci augmentera tout de même, le gouvernement donnant parfois un coup de pouce.

Graphique 1 • Évolution du rapport entre le salaire moyen et le SMIC



On remarque essentiellement trois périodes. Une première qui va de 1950 à 1968. Les inégalités de salaires s'accroissent et accompagnent le plein-emploi. Généralement, c'est le creusement des inégalités qui est pris en considération pour expliquer l'ampleur des mouvements sociaux de 1968. À partir de cette époque et jusqu'en 1983, bon an, mal an, les inégalités se resserrent, le SMIC augmente plus rapidement que le salaire moyen. Toutefois cette façon de lutter contre les inégalités a été critiquée de plus en plus souvent, les deux arguments avancés étant : d'une part le SMIC empêcherait l'embauche de chômeurs dont la productivité lui est inférieure, et d'autre part la hausse du SMIC inciterait de plus en plus souvent à embaucher les salariés sur cette base, et de fait, dans les années quatre-vingt, le nombre de salariés payés au SMIC a considérablement augmenté. Depuis le début des années quatre-vingt, à la suite du tournant de la rigueur adopté par la gauche en 1983, le rapport entre le salaire moyen et le SMIC est resté à peu près stable, avec une légère

tendance à la hausse. Cette tendance à la hausse n'est pas suffisamment importante pour en déduire une hausse des inégalités, mais dans tous les cas, cela montre un arrêt très net de l'utilisation du SMIC dans la lutte contre les inégalités de revenus.

2 Le ratio des 10 %

Une autre façon de considérer les inégalités, c'est de comparer les salariés les plus aisés et les salariés les moins bien payés. On compare alors le salaire moyen des personnes représentant les 10 % des salariés les mieux payées aux 10 % des salariés les moins bien payés. C'est une mesure directe des inégalités, même si elle est incomplète puisqu'elle ne tient pas compte des transferts de revenus générés par l'État. Si le rapport évolue à la hausse, alors les inégalités s'accroissent, et vice versa. C'est ce que nous voyons dans le graphique 3. Là encore, nous pouvons repérer trois périodes principales qui se rapprochent de ce qu'on a pu observer dans l'évolution du rapport entre le SMIC et le salaire moyen, même si le mouvement est un peu plus heurté, mais il confirme que le SMIC n'est pas un frein à la différenciation des salaires, contrairement à ce que certains prétendent :

- Entre **1950 et 1968**, ce rapport évolue à la hausse, marquant un mouvement très fort de croissance des inégalités, puisque le rapport passe de 3,4 à 4,2.
- Entre **1968 et 1983**, c'est le mouvement inverse qui est constaté, le rapport passe alors de 4,1 à 3,1. Bien sûr, ce mouvement de resserrement de l'échelle des salaires est aussi très fort dans les autres pays développés, sauf au Japon où les écarts de revenus restent beaucoup plus faibles. Il accompagne en France un mouvement de contestation politique qui s'attaque ouvertement au mode de production capitaliste et qui amènera la gauche au pouvoir en mai 1981.

Graphique 2 • Évolution du rapport entre le salaire du neuvième décile et le salaire du 1^{er} décile



- Depuis **1983**, le mouvement est beaucoup plus erratique que celui que nous avons constaté dans l'évolution du rapport entre le SMIC et le salaire moyen. Si on assiste à une nette remontée des inégalités entre 1983 et 1991, la tendance est depuis repartie à

la baisse et au resserrement des salaires, mais il est difficile d'en déduire qu'il s'agit là d'une tendance lourde.

3 Hausse des revenus du capital

Ainsi, même si les écarts de richesse se sont accrus dans une période récente, notamment parce qu'une partie importante de la population est restée au chômage, et parce que les différences de patrimoine ont augmenté, la différence dans les rémunérations du travail a peu contribué à un accroissement des inégalités. Sur la longue période, c'est bien ce que les chiffres montrent. En revanche, les écarts se sont creusés dans les patrimoines, ne serait-ce qu'à cause d'une hausse rapide des gains non salariaux. Par exemple, en 1950, la part des salaires dans la valeur ajoutée était équivalente à 60 %, elle a augmenté jusqu'au milieu des années soixante-dix, atteignant un pic aux alentours de 70 % et depuis cette époque elle diminue continuellement ; elle est aujourd'hui évaluée à 58 % environ, alimentant le gonflement des profits des entreprises. L'autre élément d'inégalité sociale a résidé depuis plus de vingt ans dans l'accès des populations à l'emploi.

Évidemment, le creusement des disparités dans la rémunération des facteurs a quelque chose à voir avec la lutte contre l'inflation, et on retrouve un peu partout le même mouvement. Si par ailleurs, le niveau des salaires n'a pas été significativement modifié, cela signifie que :

- d'une part la loi a encouragé ce partage en faveur du capital, notamment en détaxant de plus en plus les revenus du capital, et en déréglementant le marché du travail. D'autres mesures ont encouragé le gonflement des revenus des patrimoines, que ce soit en revalorisant les loyers des logements locatifs, ou en encourageant les épargnants à placer leurs liquidités sur les marchés boursiers par l'intermédiaire des produits d'assurance et des plans d'épargne pour les retraites ;
- d'autre part la charge du financement de l'État a pesé de plus en plus sur les classes moyennes.